

CONFÉRENCE INTERNATIONALE POUR LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET SOCIAL D'HAÏTI

Communiqué final

Lors de la Conférence Internationale pour le Développement Économique et Social d'Haïti (CIDES) tenue à Port-au-Prince le 25 juillet 2006, les représentants des pays donateurs et les représentants des organisations internationales ont été invités par le Gouvernement d'Haïti à discuter de sa stratégie de développement économique et social et à prendre les engagements additionnels en vue d'assurer le financement du déficit budgétaire et du Programme d'Investissements Publics du Gouvernement de juillet 2006 à septembre 2007.

Représentée par plus de trente délégations, la Communauté Internationale a d'abord souligné la célérité des nouveaux dirigeants démocratiquement élus à mettre en place un gouvernement d'ouverture dont la Déclaration de Politique Générale en est le reflet. Elle a aussi félicité les autorités haïtiennes pour le document de travail de la Conférence qui exprime une vision des voies de l'avenir partagée par l'Exécutif avec le Corps Législatif, les Partis Politiques et la Société Civile.

Les partenaires ont reconnu le leadership exercé par les nouvelles autorités et constaté la nouvelle dynamique au service de la relance générale du pays. Ils ont donné leur accord de principe à la vision qui exprime les conditions d'un véritable décollage économique, élément essentiel à associer à la préparation du Cadre Stratégique de Réduction de la Pauvreté, qui sera un processus participatif et inclusif pour engager résolument le pays sur la voie du développement durable.

Les partenaires soulignent le travail de stabilisation réalisé par la MINUSTAH en Haïti et félicitent le Secrétaire Général des Nations Unies de sa décision de poursuivre les discussions avec le Gouvernement haïtien sur l'évolution du mandat de la MINUSTAH. Ils ont aussi souligné la nécessité d'une action coordonnée et rigoureuse de la part de tous les partenaires pour rétablir un climat de sécurité indispensable à l'atteinte des objectifs économiques et sociaux.

La Communauté Internationale a reconnu que cette Conférence marque un nouveau départ et a salué la volonté affirmée par le Gouvernement d'Haïti de poursuivre les efforts entrepris en vue d'améliorer la gouvernance politique et économique. L'accompagnement de la Communauté internationale pourrait s'inscrire dans un « contrat de bonne gouvernance » avec l'État haïtien et ses élus.

Sur le plan politique, la Communauté internationale a réaffirmé son souhait d'accompagner les nouvelles autorités exécutives et législatives dans leurs entreprises de réforme. Elle a tout particulièrement apprécié :

- La volonté de l'Exécutif de réaliser les élections municipales et locales avant la fin de l'année 2006 et s'est engagée à mobiliser les ressources nécessaires pour

- l'aider à atteindre cet objectif, à accompagner les nouveaux élus dans leur fonction et à soutenir le processus de décentralisation.
- La priorité à accorder à l'augmentation des effectifs et à la professionnalisation de la Police Nationale d'Haïti, accompagnés des investissements requis en infrastructures et équipements ;
 - L'importance d'une réforme en profondeur du système judiciaire, incluant une amélioration significative du système pénitentiaire, et a appelé, pour ce faire, à une collaboration étroite entre les autorités nationales et les institutions internationales ;
 - L'importance des mesures d'apaisement social et du programme de décriminalisation, de réhabilitation et de réintégration sociale dans la perspective de l'instauration d'un climat de sécurité permanent sur l'ensemble du territoire national.

Sur le plan économique, les partenaires ont convenu que les « Grands Chantiers » choisis par le Gouvernement d'Haïti identifient les résultats pratiques à atteindre pour doter le pays des infrastructures essentielles et créer le climat social sécuritaire favorable à l'investissement et à l'amorce d'un véritable décollage économique dans un contexte porteur de stabilité macroéconomique.

La communauté internationale a répondu avec enthousiasme à l'invitation du Gouvernement d'Haïti de mobiliser l'expertise requise afin d'instruire les chantiers identifiés. Cet exercice permettra de programmer les moyens à mettre en œuvre et le financement adéquat. Ils ont reconnu la pertinence d'un engagement sur le long terme dans les grands chantiers en vue du développement économique et social d'Haïti. Ils s'engagent à contribuer à leur financement.

Les donateurs ont reconnu avec le Gouvernement qu'il faut impérativement poursuivre les efforts de réforme dans le domaine de la gouvernance économique, dans la lutte contre la corruption, la contrebande et l'évasion fiscale et, à cet effet, l'a félicité pour les mesures concrètes envisagées aux niveaux des douanes et de la perception des impôts ainsi que pour sa volonté d'accroître la pression fiscale.

La Communauté internationale se réjouit également de la réintégration d'Haïti dans la CARICOM. En effet, le développement durable d'Haïti doit aussi s'inscrire dans un cadre régional porteur.

La Communauté Internationale a accepté la Déclaration de Paris (2005) comme cadre de référence dans la recherche d'une aide efficace et a entériné les propositions exprimées par le Gouvernement afin d'utiliser le processus budgétaire (Budget de Fonctionnement et Programme d'Investissements Publics) comme cadre de référence de l'aide internationale. L'objectif est ainsi de garantir une plus grande prévisibilité de l'aide par des engagements fermes sur des cycles budgétaires.

Par conséquent, les délégations présentes ont pris de nouveaux engagements pour un montant cumulé de sept cent cinquante millions de dollars US. Ce montant devrait

permettre de combler les écarts budgétaires et les besoins d'investissements pour la fin de l'exercice budgétaire 2005-2006 et celui de 2006-2007.

De manière générale, la Communauté internationale a reconnu que cette Conférence est l'amorce d'un dialogue qui doit, à terme, permettre la mise en place des conditions nécessaires à un véritable développement économique et social d'Haïti. Elle a réitéré son appui indéfectible aux autorités légitimes du pays et au peuple haïtien dans sa lutte pour parvenir à un État de droit et au développement démocratique et durable.

Le Gouvernement de la République d'Haïti a remercié les pays amis et les organisations internationales pour avoir répondu à son invitation et avoir amorcé ce nouveau dialogue. Les participants acceptent l'invitation de l'Espagne et se fixent rendez-vous le 30 novembre 2006 à Madrid pour la prochaine conférence internationale sur le développement économique et social d'Haïti.

Port-au-Prince, le 25 juillet 2006